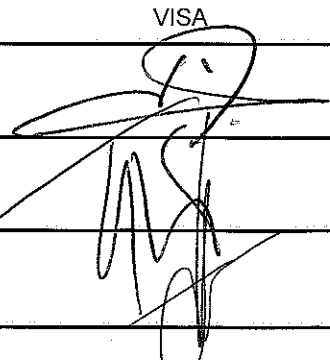



DISPOSITIONS DE PREVENTION

DES RISQUES D'INCENDIE

Diffusion : Chefs d'Installation et ISI suivant liste de diffusion n° 5 + Manuel Chef d'Installation

	NOM	FONCTION	VISA
REDIGE PAR :	D. EVAIN	Ingénieur Sécurité	
VERIFIE PAR :	B. DUPEYRAT	Directeur Adjoint	
APPROUVE PAR :	J. THERME	Directeur du CEA/Grenoble	

	CIRCULAIRE SECURITE N° 48	Indice A	2/6
		Date d'application Décembre 2001	

SOMMAIRE

1 - OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

2 - DOCUMENTS APPLICABLES

3 - DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES

3.1 - IMPLANTATION

3.2 - SECTORISATION DANS LE CADRE DE LA CONSTRUCTION ET DU REAMENAGEMENT (REHABILITATION)

3.3 - DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX BATIMENTS C

3.4 - ISSUES ET DEGAGEMENTS

3.5 - COMPORTEMENT AU FEU

3.6 - ELECTRICITE, ECLAIRAGE

3.7 - CHAUFFAGE, CLIMATISATION

3.8 - VENTILATION

3.9 - DESENFUMAGE

3.10 - TRAVAUX PAR POINT CHAUD


3.11 - SURVEILLANCE ALARME, ALERTE

3.12 - MOYENS D'INTERVENTION

4 – RECOMMANDATIONS COMPLEMENTAIRES

4.1 - CHARGE CALORIFIQUE

5 – HISTORIQUE DES VERSIONS

	CIRCULAIRE SECURITE N° 48	Indice A	3/6
		Date d'application Décembre 2001	

1 - OBJET ET CHAMP D'APPLICATION

La présente circulaire a pour objet de présenter les dispositions prévues par la Direction du CEA/Grenoble dans le domaine de la prévention des risques d'incendie. Ces dispositions sont à prendre en compte en particulier par les installations lors de tous travaux neufs ou de rénovation.

2 - DOCUMENTS APPLICABLES

- Recommandations Incendie DCS réf : SHSP/96-818 du 26 Oct. 1996.
- Circulaire sécurité n° 010 : Commission Locale de Sécurité
- Circulaire sécurité n° 026 : Exercices de sécurité
- Circulaire sécurité n° 033 : Réseaux de téléalarme : études, réalisation, maintenance, contrôles et essais périodiques
- Circulaire sécurité n° 035 : Travaux par points chauds (permis de feu)
- Circulaire sécurité n° 047 : Equipe Locale de Première Intervention (E.L.P.I)
- Procédure CEA/GRE/FLS/DIR/PR001 : Surveillance sécurité du site Incendie-Inondation-Gaz détonants ou toxiques.


3 - DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES

3.1 - IMPLANTATION

- Tous les projets de construction ou d'aménagement de bâtiment sont étudiés dans le cadre de la Commission Locale de Sécurité (C.L.S.) (☞ Circulaire sécurité n° 010).
- Les aires de circulation réservées au secours doivent être maintenues en libre accès permanent.

3.2 - SECTORISATION DANS LE CADRE DE LA CONSTRUCTION ET DU REAMENAGEMENT (REHABILITATION)

- Le principe de la sectorisation des zones à risques devra être pris en compte dans le cadre de la construction ou du réaménagement des installations et en fonction notamment de la politique du Centre pour ce qui concerne les bâtiments de type C (voir § 3.3).
La taille des secteurs sera prévue en fonction des exigences expérimentales et des risques qu'elles engendrent.
- Les portes coupe-feu pourront être en position ouverte avec asservissement de fermeture ou fermées ; elles devront être équipées de systèmes qui interdiront leur blocage en position ouverte.
- Les faux plafonds et faux planchers coupe feu souvent parcourus par de nombreux câbles électriques, seront recoupés en secteur dont la taille peut varier suivant l'analyse des risques qui aura été effectuée.
- Les passages de câbles et tuyauteries, au droit des secteurs de feu, devront être rebouchés au moyen de matériaux coupe-feu.
- Le choix des matériaux de construction sera effectué de façon à avoir une résistance et un comportement au feu adaptés aux risques, aussi bien pour les constructions neuves que pour le réaménagement de locaux.
Ces matériaux devront être décrits dans le dossier de sécurité étudié par la CLS.
L'utilisation des matériaux à très fort pouvoir fumigène (mousse de polyuréthane et polystyrène expansé) est interdite.
- La sectorisation et le degré coupe feu des parois seront déterminés après l'analyse des risques lors des réunions techniques avant le démarrage des consultations.

	CIRCULAIRE SECURITE N° 48	Indice A	4/6
		Date d'application Décembre 2001	

3.3 – DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX BATIMENTS C

Dès qu'il est prévu de modifier sur un niveau plus d'un tiers d'une aile d'un bâtiment C, la sectorisation incendie devra être réalisée si possible comme suit :

- s'assurer de l'existence d'un mur coupe-feu 2 heures entre la barre et l'aile, sinon le mettre en place,
- prévoir la mise en place de portes coupe-feu 1 heure au droit du mur entre la barre et l'aile,
- équiper la gaine du soufflage de compensation d'un clapet coupe-feu 2 heures au droit du passage du mur barre/aile,
- mettre en place des portes de labo donnant sur les zones de circulation de type pare-flamme 1/2 heure,
- isoler la cage d'escaliers en bout d'aile par une porte coupe-feu 1 heure,
- prévoir une détection incendie qui permettra par l'intermédiaire du CMSI (Centralisateur de Mise en Sécurité Incendie) de :
 - ↳ fermer les clapets coupe-feu,
 - ↳ arrêter le soufflage de compensation,
 - ↳ libérer les ventouses assurant ainsi la fermeture des portes sur couloir et bout de couloir.

Si les dispositions ci-dessus ne peuvent être mises en place, en particulier pour les sous-sols, une analyse au cas par cas sera conduite pour déterminer des mesures compensatoires.

3.4 - ISSUES ET DEGAGEMENTS

- Les dégagements devront être balisés et rester libres d'accès.
- Tout stockage ou mobilier qui en réduirait la largeur, gênant ainsi les évacuations et l'accès des secours, est interdit.

3.5 - COMPORTEMENT AU FEU

- Les degrés de résistance ou de classement en réaction au feu, imposés par la réglementation (portes, murs, placards) doivent être respectés.

Les procès verbaux de classement et les comptes rendus d'essais du laboratoire agréé qui a procédé à ces essais doivent être demandés aux fournisseurs et archivés par le Chef d'Installation.


- La conformité du matériel livré ainsi que la pose ou l'application de ce matériel doivent être vérifiées par un organisme agréé.

3.6 - ELECTRICITE, ECLAIRAGE

- La conformité électrique sera vérifiée par des organismes agréés.
Un suivi des actions correctrices consécutives aux contrôles sera effectué.
- La conformité de l'éclairage de sécurité sera surveillée par un organisme agréé.
- Les chemins de câbles existants seront recoupés par des éléments ralentisseurs de propagation, au droit des parois coupe-feu et de place en place en fonction de la grosseur des torons.

3.7 - CHAUFFAGE, CLIMATISATION

- Les appareils de chauffage à feux nus (gaz ou électrique) sont interdits.
- Les masses combustibles ou produits inflammables ne seront pas stockés près des appareils de chauffage.

	CIRCULAIRE SECURITE N° 48	Indice A	5/6
		Date d'application Décembre 2001	

3.8 - VENTILATION

- Des systèmes coupe-feu seront positionnés sur toutes les gaines d'un diamètre supérieur à 80 mm, traversant une paroi coupe feu.
- Les organes de coupure des appareils d'extraction seront facilement accessibles et situés près d'un des accès du local.
- Le soufflage sera asservi à la détection incendie.

3.9 - DESENFUMAGE

- Des cantons de désenfumage, qui permettront de maintenir les fumées dans un secteur déterminé, doivent être aménagés.
- Lors de la construction ou de réaménagement de locaux, des trappes permettant l'évacuation des fumées seront mises en place. Leur surface variera du 1/30^{ème} au 1/100^{ème} de la surface des locaux.
- Le stockage des matériaux à très fort pouvoir fumigène, comme les polystyrènes et les mousses de polyuréthane, est interdit.

3.10 - TRAVAUX PAR POINT CHAUD


- Une réflexion préliminaire sera conduite, entre les intervenants, avant l'exécution de tous travaux par point chaud.
- Un permis de feu sera rédigé et l'entreprise mettra en place une ronde de fin de chantier, après tous les travaux par point chaud. Cette pratique sera précisée dans le Plan de Prévention s'il s'agit de travaux réalisés par du personnel CEA c'est la FLS qui prévoira cette ronde de fin de chantier (Circulaire sécurité n° 35).

3.11 - SURVEILLANCE ALARME, ALERTE

- Les systèmes de surveillance mis en place seront conformes aux normes en vigueur.
- Avant l'installation de tout système de surveillance, on procédera à une étude de risque conformément à la procédure FLS citée au § II.
- Le Chef d'Installation signalera, par appel au 13, tout défaut de fonctionnement du RDO.

3.12 - MOYENS D'INTERVENTION

- Le personnel sera périodiquement formé à l'utilisation des extincteurs.
- Les installations fixes d'extinction et les moyens de première intervention feront l'objet des contrôles périodiques réglementaires.
- Les sauveteurs secouristes du travail suivront les cours de recyclage. Leurs missions sont définies dans le cadre des Equipes Locales de Premières Interventions (ELPI) (Circulaire sécurité n° 47).
- Des exercices de sécurité (incendie et évacuation des locaux) seront réalisés annuellement conformément à la Circulaire sécurité n° 26.

	CIRCULAIRE SECURITE N° 48	Indice A	6/6
		Date d'application Décembre 2001	

4 – RECOMMANDATIONS COMPLEMENTAIRES

4.1 - CHARGE CALORIFIQUE

Afin de limiter la Densité de Charge Calorifique (DCC) dans les locaux :

- Le stockage de tous les emballages, dans les installations, est interdit. Les emballages très spécifiques, nécessitant d'être conservés, devront être stockés dans un emplacement spécialement aménagé à cet effet, au bâtiment 1003 (réception du magasin).
- Des poubelles anti-feu, disponibles au magasin, doivent être mises en place dans les bureaux et labos.
- Le volume des archives dans les bureaux et labos doit être limité au maximum. Les archives indispensables devront être stockées dans des boîtes rigides en carton M1 (non inflammables), disponibles au magasin.
- Le stockage dans les trémies est interdit, sauf si celles-ci ont été spécialement aménagées après étude au cas par cas et validation de l'ISE.
- Les locaux de stockage de gaz et produits chimiques doivent répondre aux conditions réglementaires et être étudiés dans le cadre de la CLS.

Cette charge devra être calculée sous la responsabilité du Chef d'Installation et le calcul réactualisé, lors de toute modification de locaux, de tout apport de potentiel calorifique nouveau, et au moins tous les 3 ans.

- Tous les câbles électriques devenus inutiles doivent être déposés : en faire la demande du STL/3E.

5 – HISTORIQUE DES VERSIONS

A	Décembre 2001	Dispositions particulières concernant les bâtiments de type C
O	Août 2000	Version originale
Indice	Date d'application	Objet de la modification